

Les impasses du hollandisme

LE MONDE | 12.07.2013 à 10h37 • Mis à jour le 12.07.2013 à 10h47 | Par Bastien Bonnefous, Françoise Fressoz et Thomas Wieder

Certains de ses conseillers n'auraient pas trouvé aberrant qu'il garde le silence. D'autres estimaient suffisante une brève prise de parole à l'issue du défilé militaire sur les Champs-Élysées. Quelques-uns, enfin, défendaient l'idée d'une tribune dans la presse : au moins le président de la République n'aurait-il dit que ce qu'il souhaitait [dire](#), sans dépendre de questions posées par d'autres.

Comme souvent, [François Hollande](#) a attendu le dernier moment pour [trancher](#), et ce n'est que mercredi 10 juillet qu'il a fait connaître son choix : dimanche, jour de la fête nationale, il s'exprimera finalement sur TF1 et France 2, sous la forme d'un entretien avec les journalistes [Claire Chazal](#) et [Laurent Delahousse](#). Comme en 2012, en somme, à un détail près : l'interview se fera depuis l'Élysée, en dépit de l'engagement contraire pris pendant sa campagne...

On comprend que le chef de l'État et son entourage se soient interrogés longtemps sur l'opportunité d'un tel rendez-vous. De l'avis général, y compris parmi ses proches, ses deux derniers passages à la télévision ont été des échecs. Son face-à-face avec [David Pujadas](#), le 28 mars sur France 2 ? Trop long et trop "techno". Sa prestation dans "Capital", le 16 juin sur M6 ? "Inadaptée" voire "inutile", convient-on volontiers à l'Élysée, où l'audience calamiteuse de l'émission a fait l'effet d'une douche froide. Dès lors, la question se posait nécessairement pour le 14-Juillet : à quoi bon s'[exposer](#) à nouveau ? Et pour [dire](#) quoi qui n'ait déjà été dit ?

Comme à la veille de ses précédentes interventions devant les Français, ce sont les mêmes attentes qui s'expriment aujourd'hui à l'égard de M. Hollande. "On a besoin du récit de la nation, on a besoin de cet esprit collectif français, c'est fondamental. Le rôle du chef de l'État, c'est d'[impulser](#), de [donner](#) le sens de la vision. J'imagine que ce sera sa perspective le 14 juillet", explique ainsi Pierre Moscovici, le ministre de l'économie et des [finances](#).

"Ce que l'on vit n'est pas seulement une crise conjoncturelle, c'est un changement du monde, le basculement du [centre](#) de gravité vers l'Asie. Quelle place pour la France ? Quel rôle pour l'[Europe](#) ? C'est ça, historiquement, le mandat de François Hollande", estime quant à lui Laurent Fabius. Une façon pour le ministre des [affaires étrangères](#) de [sous-entendre](#) que c'est à cette hauteur-là que doit se [situer](#) la parole présidentielle.

UN PRÉSIDENT CERNÉ

S'il entend depuis le début de son mandat ces mêmes appels à définir le "cap" de son action ou sa "vision" de la France de demain, le chef de l'État se trouve pourtant dans une situation inédite. Jamais, depuis qu'il est à l'Élysée, il n'a en effet semblé

aussi cerné. Jamais n'est apparue de façon aussi nette son incapacité à [promouvoir](#) sa [politique](#).

Pierre Moscovici en a fait l'amère expérience, dimanche 7 juillet, lors des [Rencontres d'Aix-en-Provence](#) où se pressaient économistes et chefs d'entreprise. Il a entendu les applaudissements de la salle quand Pierre-André de Chalendar, le président de Saint-Gobain, accusa les politiques de [manquer](#) de courage et de constance, expliquant que *"la France est passée du déni au zigzag"*. Il a surtout entendu les huées dont il fut l'objet quand il prit la parole à son tour pour défendre la politique du gouvernement.

Ancien vice-président du Cercle de l'[industrie](#), "[social](#)-démocrate" assumé, le ministre de l'économie ne s'attendait pas à cela : s'il y en a un au gouvernement qui connaît le patronat, c'est bien lui. Manifestement, cela n'a pas suffi...

Pour se [rassurer](#), le gouvernement ne voudrait [voir](#) dans ce vif échange que la démonstration d'une énième fronde patronale, une sorte de mouvement antipolitique, anti-impôt, aux relents poujadistes. La réalité est en fait plus préoccupante. Car, depuis le début du quinquennat, une partie des amis de François Hollande estime qu'il n'a pas pris la mesure de la crise, qu'il ne réforme pas assez vite, qu'il recourt trop à l'impôt, au risque de [casser](#) la croissance.

LE DÉBAT SUR "L'AUTRE LIGNE"

A Bercy, surtout, mais aussi dans d'autres cabinets ministériels, des conseillers qui s'affichent pourtant comme "*socialistes*" font un diagnostic analogue à celui que dresse [Jacques Attali](#), l'ancien [conseiller](#) de François Mitterrand, dans son livre *Urgences françaises* (Fayard, 15,50 euros) : *"La France ne sait pas se réformer. Le programme de François Hollande manque d'ambition depuis le départ."*

Mais le drame de François Hollande n'est pas seulement qu'il peine à [convaincre](#) ses alliés dans son camp. Depuis le début de son mandat, plane le débat récurrent de "l'autre ligne", celle de la relance économique face au sérieux budgétaire, celle de la gauche rassemblée face à la majorité brouillonne.

Depuis quelques semaines, des signes inquiètent particulièrement les proches du chef de l'Etat. Il suffit que les ministres Montebourg, Hamon, Duflot et Taubira dînent ensemble pour que surgisse l'idée d'une conspiration en marche.

Il suffit que l'aile gauche du PS prenne une initiative commune sur la réforme fiscale avec les amis de Benoît Hamon et les anciens du courant des "reconstructeurs" désormais disséminés entre les clubs de la "Gauche durable" et de la "Gauche populaire", pour que les grognards "hollandais" – Stéphane Le Foll, Bruno Le Roux et François Rebsamen en tête – s'agitent en coulisses. *"On sent [monter](#) quelque chose de pas bon dans la majorité et le parti, quelque chose d'assez construit regroupant des gens venus de courants différents"*, confie l'un d'entre eux.

LE PERDANT-PERDANT HOLLANDAIS

Sans le [dire](#) clairement, ces amis du chef de l'Etat soupçonnent une "nébuleuse oppositionnelle" – mal identifiée encore – de [vouloir](#) remettre au centre du jeu leur ennemie jurée, Martine Aubry, superbement muette depuis un an. "Elle est la seule dans le casting général capable de [porter](#) une alternative", affirme un élu proche de la maire de Lille.

Pour l'heure, les partisans d'un aggiornamento hésitent toutefois à [sortir](#) trop tôt du rang : le limogeage de Delphine Batho leur a démontré que l'Elysée et Matignon étaient capables de [frapper](#) fort et de [couper](#) les têtes dures. Alors, pour l'instant, ils se contentent de [persifler](#) en privé, de tempêter contre l'"autosatisfaction" qui règne à la tête de l'Etat, de [brocarder](#) le cabinet "techno" et "hors-sol" de l'Elysée, de [tenter](#) de fédérer les mécontents, mais sans encore [passer](#) à l'offensive ouverte.

Voilà donc où en est François Hollande : pris sous le feu d'une double pression. D'un côté, il attise l'impatience de ceux qui rêvent déjà de redistribution et souhaitent le moins possible [toucher](#) aux acquis, persuadés que la crise économique va [laisser](#) place à un prochain cycle de croissance. De l'autre, il exaspère ceux qui veulent du sang et des larmes et qui, à l'inverse des premiers, sont convaincus que la crise est beaucoup plus profonde qu'il ne le dit...

Lire aussi : [Popularité de M. Hollande : le décrochage de l'électorat de gauche](#)

Refusant de [choisir](#), s'efforçant de se [situer](#) au point d'équilibre entre ce qu'il considère être deux abîmes, il en arrive à cette impasse : à [vouloir](#) ne déplaire à personne, il prend le risque de mécontenter tout le monde. "Le président est un funambule qui avance sur un fil entre la colère possible des marchés financiers et celle du peuple. Il évite de [cristalliser](#) la situation, tout en désendettant dans une France désabusée", explique le député de [Paris Jean-Christophe Cambadélis](#).

LA TOUR D'IVOIRE DE L'ELYSÉE

Pour l'heure, ce vent mauvais ne semble pas [avoir](#) franchi les grilles de l'Elysée, où les conseillers du président s'emploient à [relativiser](#) les motifs d'inquiétude. La grogne qui monte au sein du [Parti socialiste](#) ? "Ça montre que le PS est un parti de débat et, en même temps, ça n'empêche pas que les textes soient votés : pour nous, c'est donc gagnant-gagnant", veut [croire](#) un [conseiller](#).

L'incapacité du gouvernement à [parler](#) d'une seule voix, comme l'a encore montré, jeudi, le recadrage d'Arnaud Montebourg par Jean-Marc Ayrault après les propos favorables au [gaz de schiste](#) tenus l'avant-veille par le ministre du redressement productif ? "Bien sûr que plus de cohérence serait parfois préférable. Mais après tout, est-ce si grave ? Les Français voient qu'il y a de la sincérité là-dedans, pas comme si tout le monde était artificiellement le doigt sur la couture du pantalon", évacue un autre.

L'impatience grandissante des Français ? "C'est normal que les résultats mettent du temps à [venir](#) : quand vous creusez un sillon et que vous semez des graines, ça ne pousse pas tout de suite", philosophe un troisième [conseiller](#).

Est-ce à [dire](#) qu'il n'y a rien à [amender](#), rien à [corriger](#) ? Si, bien sûr : *"Il faut qu'on ressoude un peu la majorité"*, reconnaît l'entourage du président, qui pour cela mise sur son déjeuner hebdomadaire avec Jean-Marc Ayrault avancé au lundi, afin de [caler](#) en amont la stratégie de la semaine. Et espère que la multiplication des rendez-vous à l'Élysée avec les fortes têtes de la majorité parlementaire (aile gauche du PS, écologistes) nourrisse le dialogue et assouplisse leur impatience.

Pour le reste, les inflexions prévues sont essentiellement de l'ordre de la mise en mots. A l'Élysée comme au gouvernement, l'interview accordée au *Monde* du 10 juillet par Stéphane Le Foll, dans laquelle le ministre de l'agriculture explique que *"changer de cap serait une erreur"*, mais que *"changer [de] discours"* est nécessaire, a été appréciée. *"Stéphane a raison. La deuxième année du quinquennat doit être une année un peu différente. Dans la première, on avait à [faire](#) face à la crise de la zone euro, à créer le socle du changement. Maintenant, il faut [essayer](#) d'être plus dans l'explication"*, commente Pierre Moscovici, qui se promet de [multiplier](#) les [déplacements](#) de terrain pour être *"au plus près des [entreprises](#) et des salariés"*.

QUATRE ANS...

Rien ne semble ébranler la confiance de l'exécutif, ni les doutes qui montent dans son camp, ni le retour dans l'arène de [Nicolas Sarkozy](#) à droite. Là encore la démonstration de force de l'ancien chef de l'État, lundi 8 juillet à l'[UMP](#), dont le comportement souligne en creux ce que n'est pas François Hollande – audacieux, transgressif, prêt à tout –, ne fait pas peur.

L'idée que l'ancien président, un an seulement après sa défaite, puisse déjà apparaître comme un recours, est balayée d'un revers de main. *"Les Français ont la mémoire longue. Dans le pays, il n'y a pas d'envie de le [voir](#) revenir"*, assure ainsi [Pierre Moscovici](#).

Flagrant déni de réalité ou lucidité stoïque ? Quoi qu'il en soit, François Hollande n'a pas l'intention, pour l'heure, de se départir de sa sérénité à toute épreuve. Explication d'un proche : *"Ce qui compte pour lui, ce n'est pas la courbe des sondages, c'est la courbe du chômage. Et puis de toute façon, il a le temps et les institutions pour lui. La présidentielle, c'est dans quatre ans."*